



En hausse Le bourgogne

Les exportations de vins de Bourgogne ont progressé de 13% dans le monde, tant en volume qu'en valeur, au cours des six premiers mois de 2010, après une année 2009 difficile.



En baisse L'emploi aux Etats-Unis

Le secteur privé américain s'est remis à détruire plus d'emplois qu'il n'en crée, avec 39 000 suppressions nettes de postes au cours du mois de septembre.

Les cours du jour (07/10/10, 10 h 20)

Euro 1 euro : 1,3856 dollar (achat)
Or Once d'or : 1346,50 dollars
Pétrole Light sweet crude : 83,77 dollars
Taux d'intérêt France : 2,581 (à dix ans)
Taux d'intérêt Etats-Unis : 2,419 (à dix ans)

DSK redoute « une guerre des monnaies »

Pour Dominique Strauss-Kahn, directeur général du FMI, la Chine doit accélérer le processus de réévaluation du yuan

Entretien

Washington
Envoyé spécial

La lente amélioration de la conjoncture mondiale ne rassure pas Dominique Strauss-Kahn, le directeur général du Fonds monétaire international (FMI). Il déplore l'affaiblissement de la solidarité internationale en matière de monnaies et la lenteur des réformes du secteur financier. **Comment se porte l'économie mondiale ?**

Elle se porte mieux, mais demeure fragile. La croissance est forte en Asie et en Amérique du Sud, assez forte en Afrique, où elle ne connaîtra pas le classique décalage d'un an sur la reprise mondiale - elle y atteindra 5% en 2010 et plus encore en 2011. En revanche, elle est incertaine aux Etats-Unis et molle en Europe. Au FMI, nous n'accordons qu'une faible probabilité au scénario d'une rechute, nous croyons plutôt à une courbe de croissance mondiale modérée, sur laquelle pèsent trois risques sérieux.

Le premier est celui d'une croissance sans emploi. Dans certains pays, elle pourrait ne pas être suffisante pour faire reculer le chômage. Dans d'autres, elle sera significative, mais les gains de productivité bloqueront la création d'emplois. C'est grave parce que, comme le FMI et l'Organisation internationale du travail (OIT) l'ont mis en lumière ensemble, la crise a fait disparaître 30 millions d'emplois alors même que 450 millions de jeunes vont arriver sur le marché mondial du travail dans les dix ans qui viennent.

Et la dette ?

C'est le deuxième risque, celui que fait peser la dette publique. Contrairement à ce que pensent beaucoup, sa croissance n'est pas due aux plans de soutien à l'économie mis en place pour empêcher l'effondrement de la demande. Nous avons calculé que, de 2008 à 2014, la dette publique moyenne rapportée au produit intérieur brut (PIB) passera de 80% à 120% pour les économies avancées. Ces 40 points supplémentaires sont



Dominique Strauss-Kahn, à Washington mercredi 6 octobre. EVELYN HOCKSTEIN POUR « LE MONDE »

imputables seulement pour un dixième aux plans de relance. L'essentiel de la dégradation a été causé par la récession qui a contracté le PIB, par la chute des recettes fiscales et par le coût des restructurations bancaires. Pour retrouver un équilibre de moyen terme, nous préconisons une baisse du déficit d'environ un point de PIB en moyenne à partir de 2011.

Par ailleurs, dans le domaine financier, il ne faut pas oublier le secteur privé, qui est à l'origine de la catastrophe que nous venons de vivre. Un premier pilier a été érigé pour le réglementer : les accords de Bâle III, mais ces règles ne serviront à rien si elles ne sont pas appliquées.

Enfin, le capitalisme connaît des crises récurrentes. Il faut donc prévoir partout des systèmes de résolution des crises comparables au Fonds de stabilité européen créé à

l'occasion de la crise grecque. Réglementation, supervision, résolution des crises, voilà les trois domaines où il faut que les choses changent. Pour les deux derniers, beaucoup reste à faire.

Le troisième risque qui pèse sur la croissance, c'est la croyance de plus en plus évidente de chaque gouvernement qu'il peut se débrouiller seul. Or nous avons calculé que la croissance mondiale gagnerait 2,5 points, que 30 millions d'emplois supplémentaires seraient créés et que 33 millions de personnes sortiraient de l'extrême pauvreté si les gouvernements procédaient à des choix mieux concertés. L'une des avancées de la crise était d'avoir contraint les gouvernements à aller dans ce sens. Cette solidarité était forte aux sommets du G20 de Londres et de Pittsburgh (Pennsylvanie), un peu moins à Toronto (Canada).

Je crains qu'avec l'amélioration de la conjoncture, la tentation de solutions nationales se fasse plus forte, notamment en matière de monnaies. On l'a vu avec l'intervention japonaise pour faire baisser le yen, avec les alarmes brésiliennes face à la montée du réal. Je prends très au sérieux la menace d'une guerre des monnaies, même larvée, il faut l'éviter, le FMI fera des propositions en ce sens.

Les préconisations du FMI semblent contradictoires. Faut-il que les Etats réduisent leurs déficits ou qu'ils continuent à soutenir leurs économies ?

Notre message tient simplement compte du fait que tous les pays ne se trouvent pas dans la même situation, ils doivent donc mener des politiques différentes.

Par ailleurs, le Fonds est devant une autre difficulté. Tous les gouvernements lui demandent de les

prévenir des risques qu'ils encourrent. Mais quand nous les alertons sur tel ou tel problème, ils nous reprochent de provoquer la crise en les marquant au fer rouge. Nous devons trouver le moyen de leur dire la vérité de telle façon que cela contribue à résoudre leur problème et non à l'aggraver.

Comment améliorer la gouvernance économique mondiale ?

D'abord il faut que le G20 continue à fonctionner, par exemple en faisant travailler ensemble chefs d'Etat et de gouvernement sur la question des devises et de leur ajustement. Pour ce faire nous allons mener des « études de contagion ». Un exemple : jusqu'à présent le FMI étudiait la politique monétaire des Etats-Unis principalement en analysant ses effets sur l'économie américaine elle-même. Il s'agit d'élargir nos travaux pour comprendre ses effets sur le reste

du monde. Même remarque pour les réserves de change chinoises.

Reste la question de la légitimité du Fonds lui-même. Tout le monde est d'accord pour dire qu'il doit s'adapter à la montée des pays émergents et leur faire une plus grande place. Cela s'est traduit, en 2008, par un transfert de 2,7% des voix en leur faveur. Le G20 a décidé de transférer 5% supplémentaires des pays avancés vers les pays émergents dynamiques. Je pense que nous parviendrons à dépasser cet objectif. Mais il y a un autre problème. Celui des représentants des pays membres au conseil d'administration. Ici encore, les pays émergents réclament une présence plus forte. Il va falloir trouver une solution. A titre personnel, je souhaiterais que la zone euro en finisse avec son émiettement, mais peut-être est-ce prématuré.

Quoi qu'il en soit, on s'achemine vers une solution qui permettra au Fonds de mieux refléter le monde d'aujourd'hui. L'action du FMI pendant la crise lui a conféré une nouvelle légitimité ; les réformes en cours le rendront plus démocratique.

Ne trouvez-vous pas que la Chine est plus responsable que ne le prétendent les Américains ?

La politique économique que la Chine a mise en œuvre pour faire face à la crise va maintenant dans le bon sens et conduit à terme à une appréciation du yuan qui contribuera à la lutte contre l'inflation et confortera sa consommation domestique.

Evidemment, cela ne peut pas se faire instantanément. Parce qu'il n'est pas facile de piloter une économie de 1,3 milliard d'habitants, qui fait face à des tensions entre un littoral en plein essor et des zones défavorisées où sévit l'exode rural, qui doit gérer les conséquences environnementales d'une croissance à 10% et qui connaît également une aggravation des inégalités, sur fond d'instabilité financière.

Toutefois la sous-évaluation du yuan est à l'origine de tensions dans l'économie mondiale qui sont en train de devenir des menaces. Si l'on veut éviter de créer les conditions d'une nouvelle crise, il faut que la Chine accélère le processus de réévaluation.

Que vous inspirent les sondages qui vous créditent d'une forte popularité en cas de candidature à l'élection présidentielle française de 2012 ?

Evidemment, cela me fait plaisir ! Cela montre que les Français ne m'oublient pas ; je ne les oublie pas non plus. Mais j'ai trop d'expérience pour ne pas regarder ces sondages avec prudence. Aux journalistes norvégiens, brésiliens, allemands ou français qui ne cessent de me poser la question, je réponds que je suis concentré sur mon mandat. ■

Propos recueillis par Alain Faujas

Une reprise économique mondiale bancaire et sans emploi

L'ÉCONOMIE mondiale se redresse. Il n'est que de voir le planisphère publié, mercredi 6 octobre, par le Fonds monétaire international (FMI), où n'apparaissent en rouge, c'est-à-dire en récession, que trois pays : le Venezuela, la Roumanie et la Grèce, lanterne rouge de la planète et seule économie à demeurer en recul en 2011.

Comme l'a souligné Olivier Blanchard, chef économiste du FMI, en présentant les perspectives économiques mondiales, « la reprise est en cours, mais elle est bancaire ». Ceux qui ont fauté contre les règles de l'économie,

autrement dit les pays riches, ont une croissance « languissante », (+2,7% en 2010 et +2,2% en 2011).

Les pays émergents, tirés par les Asiatiques et les producteurs d'hydrocarbures, sont annoncés à +7,1% et à +6,4%. Avec une Chine toujours aussi dynamique (+10,5% et +9,6%), une Amérique latine en forme (+5,7% et +4%), comme l'Afrique subsaharienne (+5% et +5,5%). La zone euro (+1,7% et +1,5%) est en moins bonne posture que les Etats-Unis (+2,6% et +2,3%), hormis l'Allemagne (+3,3% et +2%). La France aura du mal à concrétiser les

espoirs que le gouvernement Fillon met dans son accélération (+1,6% en 2010 et +2,2% en 2011). L'Italie se traînera (+1%) et l'Espagne boîtera bas (-0,3% et +0,7%).

Quatre politiques

Bonne nouvelle, la lecture des statistiques ne fait apparaître aucun regain d'inflation. Mauvaise nouvelle, l'année 2011 verra un fléchissement général, car les mesures contre la surchauffe (Chine, Brésil), le retrait programmé des mesures de soutien et la reprise de l'épargne (pays industrialisés) handicaperont la

consommation et l'investissement. Il faut donc s'attendre à une reprise sans emploi et au maintien de taux de chômage élevés en 2011. Aux Etats-Unis, avec 9,6%, mais surtout en Europe, qui restera championne dans ce domaine : Irlande (13%), Grèce (14,6%), Pays baltes (entre 16% et 17,5%) Espagne (19,3%). La France ne parviendra pas à réduire son taux de 9,8%.

Olivier Blanchard a prescrit quatre politiques pour désembourber la croissance : là où la demande est anémique, il conseille de maintenir des taux bas ; la remise d'aplomb des systè-

mes financiers implique une recapitalisation des banques ; sans mettre un terme aux plans de soutien, les gouvernements devraient publier des plans crédibles prévoyant la résorption à terme des dettes publiques ; les pays qui connaissent des excédents doivent réorienter leur production vers leur marché domestique.

La difficulté de cette médication tient au fait que, si elle doit être administrée en tenant compte des particularités locales, son succès suppose une coordination mondiale qui ne va plus de soi. ■

Al. Fs



RF-C. Abramowitz

franceinter.com

LES LIAISONS HEUREUSES

Colombe Schneck le samedi à 15h

samedi 9 octobre : entretien exclusif avec Umberto Eco

en direct et en public du Monde à l'occasion des Rencontres du Monde des Livres


